

La crise de l'école :



« *Un pays qui croit en son avenir est un pays qui investit dans l'éducation* », telle est la phrase fétiche de Luc CHATEL, Ministre de l'éducation.

Et pourtant, celle-ci n'est plus à l'ordre du jour. En effet, suppressions de postes, insécurité et bien plus encore, voici ce qui peut le mieux décrire la situation actuelle de l'éducation.

Cette crise se retrouve d'ailleurs aussi bien au niveau économique que social : l'école française apparaît effectivement comme médiocre parmi celles qui reproduisent le plus les inégalités sociales. De plus, les personnes assurant la « surveillance » au sein des établissements sont passées de 50000 en 2004, à 28000 personnes en 2010.



Ce qui se passe sur le plan social ne fait donc qu'illustrer le désinvestissement d'ordre économique. En effet, la part du PIB consacrée à l'éducation est passée de 7.6% en 1996, à 6.6% en 2008 : « *Il ne s'agit plus de dégraisser le mammouth, on attaque l'os ...* », cette phrase décrit bien la situation actuelle de l'Education.

Ces multiples « bouleversements » sont accompagnés de deux nouvelles mesures : Il s'agit tout d'abord d'une réduction de postes dans le camp professoral, puisqu'en 2010, sur 30000 suppressions d'emplois publics programmés par le gouvernement, 16000, soit plus de la moitié sont prévues dans l'éducation.

La seconde mesure concerne la formation des enseignants : ces derniers seront en effet recrutés plus tard et envoyés faire cours sans avoir suivi quasiment ni formation ni stages pédagogiques ; tout cela pour économiser quelques milliers de postes...



Ainsi, en s'attaquant en priorité aux dépenses d'éducation censées n'être que des dépenses courantes, le gouvernement hypothèque au contraire lourdement l'avenir de notre société et de notre économie. En effet, l'éducation forme les futurs professionnels et c'est bien ce secteur dans lequel on doit investir.

Par cette crise de l'école, la France apparaît comme une mauvaise élève par rapport par exemple au Royaume Uni. En effet certains établissements ne lésinent pas sur les moyens afin d'offrir aux élèves les meilleures conditions possibles pour étudier.

A l'exemple d'Atlanta, aux Etats Unis ; un lycée est entièrement interactif : les cours de mathématiques s'y font en râpant, les examens sous forme d'énigmes. Ainsi, si des moyens conséquents sont mis à disposition des élèves et des enseignants, le problème de la sécurité serait déjà réglé...

Une autre solution peut être envisagée : la privatisation de l'école. Mais un problème se pose : en effet, d'un côté, cette privatisation permettrait d'augmenter les moyens mis à disposition des élèves ; mais de l'autre, ceux n'ayant pas les moyens de financer des études dans un établissement privé se verraient défavorisés, ce qui augmenterait le problème des inégalités déjà très contesté en France...

Alors quelle(s) solution(s) ?

Lycée Français de Djibouti

Sources : Alternatives économiques.